

Emmechts

PREMIER FEUILLET

En cause de

GS 1 Hellos S.A.

Contre

GS 1

NOUS, ALBERT II

ROI DES BELGES,

A tous présent et à venir, faisons savoir :

La cour d'appel de Bruxelles, 9^{ème} chambre,

après en avoir délibéré, prononce l'arrêt suivant **PRESENTE LE:**

09 -09- 2009

NON ENREGISTRABLE
LE RECEVEUR BEX J.P.

R.G. : 2008/KR/202

R. n° : 2009/6075

N° : 1782

Arrêt définitif
Confirmation

Droit européen de la concurrence – ententes
– abus de position dominante – référés – absence de droits apparents.

EN CAUSE DE :

GS1 HELLAS, société anonyme de droit grec dont le siège social est établi à 145 62 Kifissia, Athènes (Grèce), place Ag. Dimitriou, 5 et rue D. Kyriakou, 2,

Appelante,

représentée par Maître Yves Melin, avocat au barreau de Bruxelles, Maître Eliza Petrtsi, avocate au barreau d'Athènes et Maître Guillaume Taillandier, avocat au barreau de Paris, dont le cabinet est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise, 250/65,

plaidés : Maîtres Yves Melin, Eliza Petrtsi, Guillaume Taillandier et Philippe Billiet,

CONTRE :

GS1, association internationale sans but lucratif dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise, 326/10, inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le numéro 0419.640.608,

Intimée,

représentée par Maîtres Alain Costantini et Marie Petre, avocats à 1040 Bruxelles, avenue d'Auderghem, 22-28/9, et Maître Romain Ferla, avocat à 75009 Paris (France), Centre d'affaires Edouard VII, square Edouard VII, 5.

03 -09- 2009

Notification

art. 81 & 82 CEE + Conseil
faite le 4/9/09 Concun

art. 81 & 82 CEE

Conseil de la Concurrence

I.- RAPPEL DE LA PROCEDURE

1. La demande introduite par GS1 Hellas (dénommée ci-après Hellas) tendait à ordonner la suspension de la décision d'exclusion prise à son encontre par GS1, le 21 mai 2008, jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur l'action en nullité de celle-ci.

Hellas faisait valoir que :

- cette décision constituait un abus de droit ;
- elle s'apparentait à une pratique restrictive du droit de la concurrence ;
- elle était illégale pour violation de ses droits de la défense.

2. Par son arrêt du 26 septembre 2008, la cour a constaté que :

- il y avait urgence ;
- la décision d'exclusion sans préavis entraînait un préjudice immédiat très important pour Hellas ;
- la balance des intérêts commandait de prendre une mesure provisoire pour prévenir le dommage que Hellas risquait de subir ;
- *prima facie*, les griefs s'appuyant sur le droit de la concurrence n'apparaissaient pas dénués de fondement, mais qu'avant de statuer plus avant sur les droits apparents invoqués par Hellas, il s'imposait de demander l'avis de la Commission européenne sur la base de l'article 15 du Règlement 1/2003, et de suspendre provisoirement la décision d'exclusion jusqu'à ce que la cour soit en mesure de statuer définitivement, après réception de cet avis.

La cour a également précisé qu'elle statuerait à ce moment sur les autres moyens invoqués par Hellas.

3. La Commission a fait parvenir son avis le 22 janvier 2009. Elle dit en substance que :

- en l'état actuel des informations dont elle dispose, il n'est pas dans son intention d'engager contre GS1 une procédure formelle d'enquête suite au contact informel qu'elle avait eu avec Hellas à propos d'une éventuelle infraction aux règles de la concurrence (points 11 et 13) ;
- à ce stade, Hellas n'a pas déposé de plainte formelle contre GS1 (point 15) ;
- selon l'article 2 du Règlement 1/2003, la charge de la preuve d'une violation de l'article 81,1 du traité incombe à la partie

03 -09- 2009

qui l'allègue (point 25) ;

- l'existence de conditions d'adhésion dans les statuts d'une organisation ou association professionnelle ne constitue pas, en soi, une violation de l'article 81, 1 du traité (point 29), mais qu'il est possible que les statuts d'une association professionnelle puissent avoir un effet anticoncurrentiel dans le cas où les règles d'adhésion de cette association ne sont pas objectives ou suffisamment précises pour permettre une application uniforme à tous les membres (point 31) ;
- le traité ne reconnaît pas le terme *boycott collectif* (point 33) mais qu'une des significations consiste en une action collective de fournisseurs de produits ou services qui refusent de distribuer leurs produits à un client ou à un fournisseur particulier (point 34) ;
- étant donné, en particulier, les informations limitées en sa possession, elle n'est pas en position de constater *prima facie* si la pratique dénoncée par Hellas, peut constituer une violation de l'article 81 du traité (point 36) ;
- l'analyse de la pratique de GS1 dénoncée par Hellas au regard de l'article 82 du traité requiert la définition du marché pertinent afin d'établir si GS1 est en position dominante (point 37) et qu'il est nécessaire d'examiner s'il y a un marché pour le codage utilisé dans la chaîne logistique qui inclut des standards et des méthodes permettant l'échange de biens de consommation, visant ainsi toutes les chaînes de distribution du producteur au consommateur, puis d'examiner, dans le contexte économique, la position de GS1 sur un tel marché (point 38) ;
- en ce qui concerne la question de savoir si GS1 pourrait détenir une position dominante sur un tel marché, le juge devrait *inter alia* considérer s'il y avait d'autres fournisseurs de tels services (sous forme d'organisation de standardisation ou autres) ; le juge devrait aussi considérer l'existence de barrières à l'entrée sur ce marché ; par exemple, le juge pourrait examiner la facilité avec laquelle les utilisateurs peuvent changer de fournisseur (point 39) ;
- s'agissant du marché géographique, il convient d'examiner le territoire géographique d'application du codage utilisé dans la chaîne logistique qui inclut des standards et des méthodes permettant l'échange de biens de consommation, visant ainsi toute la chaîne de distribution du producteur au consommateur, puis d'examiner l'existence potentielle des concurrents dans ce territoire (point 40) ;
- elle ne dispose pas d'assez d'informations pour fournir un avis *prima facie* sur l'existence d'un abus au sens de l'article 82 (point 43).

03 -09- 2009

4. Par courrier du 10 juin 2009, GS1 a déposé trois pièces nouvelles.

Celles-ci doivent être écartées des débats, dans la mesure où elles ont été déposées en dehors des délais fixés par l'ordonnance du 13 février 2009 et en l'absence de toute requête fondée sur l'article 748 du Code judiciaire.

II.- DISCUSSION

1.- Sur la violation du droit de la concurrence

5. Le fait que la Commission a considéré qu'elle ne disposait pas assez d'informations pour fournir un avis *prima facie* sur l'existence d'une entente ou d'un abus de position dominante n'emporte pas pour la cour l'obligation de conclure que Hellas ne dispose pas des droits apparents qu'elle invoque.

Il convient donc de vérifier, dans les limites du référé - rappelées au point 17 de l'arrêt du 26 septembre 2008 - si Hellas rapporte la preuve des manquements qu'elle invoque.

6. Il n'est pas inutile de rappeler que GS1 a principalement pour objet de mettre au point, en concertation avec le marché de la grande distribution, un ensemble de standards permettant la gestion efficace de la chaîne logistique au niveau global dans tous les secteurs industriels et l'identification unique de produits, services et colis. Un des standards principaux de GS1 est un code-barres qui peut être lu dans le monde entier.

Le code-barres *GS1* est reconnu comme étant le standard du marché dans la grande distribution, de loin le plus utilisé par 1.400.000 entreprises dans le monde.

Les membres de GS1 sont des associations sans but lucratif – ou parfois des sociétés commerciales – qui ont pour objet la distribution du standard *GS1* dans leur pays. GS1 ne délivre ses standards qu'à ses membres qui bénéficient d'une exclusivité territoriale.

Les membres sont liés à GS1 sous une double qualité : d'une part, comme membre de l'association professionnelle et, d'autre part, comme clients (*customers*) puisque GS1 confère à ses membres, contre rémunération, le droit de distribuer dans leur pays le standard *GS1*.

03 -09- 2009

Les consommateurs finals sont les entreprises (soit des producteurs soit des revendeurs, dont les grandes entreprises de distribution) qui désirent utiliser ce code-barres pour leurs produits. Pour ce faire, elles sont tenues de s'adresser au membre local du réseau GS1 et reçoivent un préfixe qui permet de les identifier dans le monde entier. Elles doivent lui payer un « droit d'entrée » et ensuite une « cotisation annuelle » qui sont proportionnels à leur chiffre d'affaires. Les membres locaux de GS1 sont libres de fixer leurs prix comme ils l'entendent.

Le membre local rétrocède ensuite à GS1 un honoraire annuel (*annual fee*) équivalent à 7,5 % de son chiffre d'affaires, en compensation de la délivrance des préfixes, du know how, de l'accès aux marques et aux logiciels.

En étant exclu de l'association professionnelle, Hellas perd *de facto* le droit de distribuer le standard *GS1* puisque celui-ci n'est réservé qu'aux seuls membres locaux.

a.- Sur la détermination des marchés

7. Il ressort des pièces soumises à la cour que le système *GS1* est principalement utilisé dans l'industrie de biens de consommation. D'autres systèmes de code-barres sont employés dans d'autres secteurs économiques, comme l'industrie des télécommunications, l'édition, les transports aériens, la défense et l'espace, les transports ou les envois postaux.

Il semble donc bien, *prima facie*, qu'il est possible d'identifier un marché distinct des produits *GS1* et des services associés pour l'identification globale des produits dans la chaîne logistique, dès lors qu'il n'existe pas de substituabilité avec les autres systèmes de code-barres, en raison de la nature même du produit. En tout cas, cette substituabilité n'est pas démontrée par GS1.

Ce marché se divise en un marché de gros où sont présents, d'une part, GS1 et, d'autre part, les membres locaux pour l'acquisition des préfixes et un marché aval de détail de la commercialisation des produits et services aux utilisateurs finals. GS1 est également présente, épisodiquement, sur ce marché, dans la mesure où elle délivre parfois directement les préfixes dans les pays où il n'y a pas de membres locaux, mais cette situation est assez exceptionnelle.

8. GS1 occupe, pour ses propres produits, une position monopolistique sur le marché de gros où il n'existe aucune concurrence.

03 -09- 2009

Il n'est donc pas possible de déterminer un territoire autre que le monde sur lequel *les entreprises concernées sont engagées dans l'offre des biens et des services et où les conditions de concurrence sont suffisamment homogènes* (cf. Communication de la Commission sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence (97/C 372/03).

En revanche, le marché en aval de détail est local. Encore que chaque membre local soit libre de commercialiser les standards *GS1* dans un autre pays que celui où il est implanté, il résulte des explications données par les parties que les utilisateurs desdits standards s'adressent prioritairement au membre local établi dans le pays où ils sont eux-mêmes installés.

b.- Sur le boycott collectif (article 81.1 du traité)

9. Hellas soutient que la décision de l'exclure de l'association constitue un boycott collectif, en ce qu'elle a pour objet de l'éliminer du marché aval et de la placer dans une situation de désavantage concurrentiel, au préjudice des clients utilisateurs et, in fine, des consommateurs.
10. S'il est vrai qu'en théorie tous les membres locaux de *GS1* sont susceptibles d'entrer en concurrence sur un marché local puisqu'il ne leur est pas interdit d'accepter une commande provenant d'un autre pays que le leur, la pratique a démontré qu'il n'existait entre eux aucun rapport concurrentiel. Le fait qu'un fabricant grec de chocolat a obtenu ses codes-barres auprès du membre anglais est anecdotique.

03 -09- 2009

Ainsi que précisé au point 8, le marché connexe sur lequel les membres locaux opèrent est national.

GS1 démontre à la page 12 de ses conclusions combien il est difficile et coûteux pour un utilisateur final de s'adresser à un autre membre que celui qui est installé dans son pays.

Par ailleurs, les membres locaux n'entretiennent pas entre eux de relations directes de fournisseurs à clients. Ils ne peuvent donc mettre en oeuvre une pratique concertée ayant pour objet ou pour effet de refuser de livrer un bien ou un service ou encore d'éliminer un concurrent gênant.

S'il existe un refus de poursuivre des relations contractuelles, il n'émane que de *GS1*, en ce que la relation fournisseur-client des

standards *GS1*, sous-jacente à la qualité de membre de l'association professionnelle, a été rompue sans préavis du fait de l'exclusion.

Prima facie, et après une analyse plus approfondie des conditions du marché, il convient de conclure que c'est à tort que Hellas invoque, à l'appui de sa demande, l'article 81 du traité.

c.- Sur l'abus de position dominante

11. Il résulte de ce qui a été précisé au point 8, que *GS1* est, de facto, le seul et unique fournisseur sur le marché amont des produits *GS1* et des services associés, identifié comme marché pertinent. Elle est donc en position monopolistique.

Par ailleurs, comme il n'existe pas de code-barres réellement concurrent dans le secteur de la grande distribution, les entreprises de ce secteur sont contraintes d'utiliser le standard *GS1*. Elles doivent s'adresser au membre local de *GS1*. S'il ne leur est pas interdit de s'adresser à un membre d'un autre pays, cette faculté n'est que théorique, car la délivrance du code-barres *GS1* s'accompagne de prestations de services qu'il est compliqué d'effectuer à distance. *GS1* a démontré elle-même, dans le cadre de la définition du marché, les difficultés que pouvaient rencontrer les utilisateurs finals pour changer de fournisseur de code-barres. Dans les faits, chaque organisation nationale jouit d'une exclusivité dans son pays et il n'est pas possible pour une entreprise qui n'est pas membre de l'association internationale d'acquérir et de distribuer les standards *GS1*.

03 -09- 2009

Il s'en déduit que par sa position monopolistique sur le marché de gros, *GS1* – qui est un partenaire obligatoire – est en mesure de contrôler le marché aval.

Contrairement à ce que soutient *GS1*, le litige entre parties ne se résume pas à une *simple décision d'exclusion de l'association* puisque celle-ci prive automatiquement Hellas du bénéfice du contrat sous-jacent de distribution exclusive des standards *GS1*.

Il convient donc de vérifier si, en excluant Hellas de l'association professionnelle, *GS1* a abusé de sa position dominante en refusant de commercer avec elle et de lui permettre d'accéder à une installation essentielle pour son activité.

12. C'est à tort que Hellas invoque l'arrêt *Télémarketing* de la Cour de justice des Communautés européennes du 3 octobre 1985 (C 311/84) pour soutenir que son remplacement par un nouveau

membre grec du réseau GS1 constitue un abus de position dominante.

L'arrêt *Télémarketing* s'appuie sur l'arrêt *Commercial Solvents* (CJCE, 6 mars 1974, C-6/73) qui a dit pour droit que lorsqu'une entreprise, qui détient une position dominante sur un marché et qui est, par là même, en mesure de contrôler les activités d'autres entreprises présentes sur un marché voisin, décide de s'implanter sur ce second marché, elle ne saurait refuser, sans un motif valable, à moins de se rendre coupable d'un abus de sa position dominante au sens de l'article [82], de livrer le produit (ou, le cas échéant, de fournir le service) sur le marché où elle occupe déjà une position dominante, aux entreprises dont les activités se situent sur le marché sur lequel elle pénètre. Cet arrêt vise donc une situation dans laquelle l'entreprise dominante tente de pénétrer personnellement le marché aval, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans l'arrêt *Télémarketing*, la Cour a précisé sa jurisprudence en examinant le cas où l'entreprise présente sur le marché voisin n'est pas l'entreprise dominante, mais une de ses filiales. A cette occasion, elle a dit pour droit que constitue un abus au sens de l'article [82] le fait, pour une entreprise détenant une position dominante sur un marché donné, de se réserver ou de réserver à une entreprise appartenant au même groupe, et sans nécessité objective, une activité auxiliaire qui pourrait être exercée par une tierce entreprise dans le cadre des activités de celle-ci sur un marché voisin, mais distinct, au risque d'éliminer toute concurrence de la part de cette entreprise.

Il s'en déduit que l'entreprise tierce dont il est question ne peut être qu'une entreprise unie avec l'entreprise dominante par des liens capitalistiques.

Sans poser de question préjudicielle à la Cour de justice des Communautés européennes – ce qui est peu compatible avec la spécificité de la procédure en référé, d'autant plus que la cour a déjà tenté, en vain, d'obtenir l'avis de la Commission – il ne peut être affirmé, *prima facie*, que l'interdiction de réserver une activité auxiliaire doit s'étendre aussi aux entreprises avec lesquelles l'entreprise dominante pourrait être liée par des liens contractuels, comme c'est le cas dans des contrats de distribution sélective ou de concession exclusive.

Pour le surplus, il convient de rappeler que l'octroi d'une exclusivité territoriale ne constitue pas, en soi, un abus de position dominante et, à première vue, Hellas ne démontre pas que l'organisation mise en place par GS1 – à laquelle elle a participé pendant près de 20 ans - est de nature à fausser le jeu de la concurrence.

03 -09- 2009

Au demeurant, GS1 peut faire valoir l'existence de *nécessités objectives* qui, *prima facie*, ne sont pas dénuées de tout fondement.

En effet, les prix pratiqués par Hellas semblent être parmi les plus élevés du réseau, ce qui peut s'expliquer par la circonstance que son conseil d'administration ne comporte pas de représentants des utilisateurs finals. Dans leur intérêt et, partant, dans l'intérêt des consommateurs, le remplacement de Hellas, pourrait constituer une nécessité objective de réserver l'activité à une autre entreprise.

13. Il ne peut être reproché à GS1 de refuser *un accès à une infrastructure essentielle*, dès lors que l'infrastructure essentielle visée par Hellas se confond avec le produit, à savoir le standard *GS1* ; ce dernier ne peut être à la fois un élément essentiel pour vendre un produit ou un service sur un marché donné et le produit lui-même.

La théorie des facilités essentielles n'est donc pas applicable au cas d'espèce.

En tout état de cause et pour les mêmes motifs que ceux exposés au point 12, il n'est pas établi que GS1 entend réserver l'activité de vente au détail soit à elle-même soit à une société de son groupe.

14. Il se déduit de ce qui précède qu'il n'est pas établi *prima facie* que GS1 aurait abusé de sa position dominante.

03 -09- 2009

2.- Sur l'abus de droit

15. Nul ne conteste que Hellas ne répondait pas aux exigences statutaires en ayant adopté une forme juridique qui excluait qu'elle puisse opérer sur une base non marchande et que son conseil de direction ne comptait pas de représentants des utilisateurs des standards *GS1*.

GS1 avait donc incontestablement le droit d'appliquer l'article 7 de ses statuts qui stipule qu'un membre peut être exclu s'il ne respecte pas les statuts ou cesse de remplir une quelconque condition d'admission.

Comme cela a déjà été dit, la relation juridique entre les parties ne se limitait pas à la seule qualité de membre d'une association internationale sans but lucratif puisqu'un important courant d'affaires, générant des chiffres d'affaires et des bénéfices

considérables, découlait de l'appartenance au « réseau » mondial GS1.

S'il est vrai qu'une convention comportant des prestations échelonnées dans le temps et conclue pour une durée indéterminée peut être résiliée à tout moment par chacune des parties, si cette résiliation n'est pas exclue par une règle légale particulière (Cass., 22 novembre 1973, Pas., 1974, I, 312), il faut rappeler que le droit de résiliation n'est pas discrétionnaire et la bonne foi qui doit présider à la résiliation des contrats s'oppose à ce qu'il soit exercé sans prendre en considération les intérêts légitimes de l'autre partie, celui qui résilie le contrat devant, en principe, veiller à éviter que la rupture soit préjudiciable à son cocontractant. La circonspection ainsi imposée à celui qui exerce le droit de résiliation comporte, en règle générale, l'obligation de respecter un préavis, en vue de permettre au cocontractant de prendre ses dispositions.

16. Mais il convient aussi de rappeler que lorsqu'une partie souhaite mettre fin unilatéralement à un contrat à durée indéterminée, le juge ne peut, en imposant un délai de préavis complémentaire s'immiscer dans l'exécution de la convention ; dans un tel cas, le juge des référés dispose uniquement de la possibilité de prendre des mesures limitées conservatoires des droits et notamment de permettre une réelle indemnisation ou encore de ne pas rendre purement théorique le maintien des droits contractuels de la partie adverse (Cass. 12 janvier 2007, C.05.0569.N).

A supposer que le juge du fond retienne un abus de droit dans le chef de GS1, il ne pourra qu'indemniser Hellas du préjudice subi par elle par l'octroi de dommages et intérêts, mais ne pourra, en aucun cas, la réintégrer ou imposer la signification d'un préavis.

03 -09- 2009

Une mesure de suspension ne peut donc être prononcée sur le fondement de l'abus de droit, d'autant plus que, par l'effet de la suspension provisoire prononcée par l'arrêt du 26 septembre 2008, Hellas a été rétablie dans ses droits pendant dix mois, ce qui équivaut *de facto* à une forme de préavis. Elle a pu, pendant cette période, prendre les dispositions nécessaires pour éviter les désagréments du caractère brutal de la rupture sans préavis et réduire ainsi déjà son préjudice.

4.- Sur la violation des droits de la défense

17. Il résulte des pièces communiquées que :

- Hellas a été prévenue le 21 avril 2008 qu'une assemblée

- générale se tiendrait un mois plus tard, le 21 mai 2008, au cours de laquelle son exclusion allait être proposée ;
- elle a reçu la communication des griefs le 22 avril 2008 ;
 - le 6 mai 2008, le conseil de Hellas a fait valoir, par écrit, les moyens de défense de sa cliente ;
 - le 14 mai 2008, le président de GS1 a répliqué à ce mémoire en défense ;
 - les membres de l'association ont reçu communication de ces lettres ;
 - le 14 mai 2008, Hellas a adressé un e-mail à tous les membres de l'association, contenant une réponse à la réplique du président ;
 - Hellas a encore pu rédiger un dernier mémoire en défense le 21 mai 2008 ;
 - Hellas a pu être entendue lors de l'assemblée générale.

Il s'en déduit que Hellas a pu, à plusieurs reprises, faire valoir ses droits et répondre aux accusations formulées contre elle. Il est donc sans intérêt de statuer sur le caractère mensonger des allégations du président ou de vérifier qu'elles constituaient une désinformation des membres.

Le grief n'est pas fondé.

5.- Sur la demande reconventionnelle

18. Hellas soutient que la demande reconventionnelle formulée par GS1 devant le premier juge n'était pas recevable à défaut d'indication de l'urgence dans les conclusions et n'était en tout cas pas fondée à défaut d'urgence.

19. La demande reconventionnelle a été motivée comme suit devant le premier juge :

(...) au regard du comportement de GS1 Hellas, qui défend tantôt qu'elle est toujours une organisation membre de GS1 (parce que selon elle la décision de l'exclure serait nulle de plein droit et/ou parce qu'elle prétend disposer d'un droit « contractuel » lui permettant de continuer à utiliser les marques) et tantôt qu'elle subit un dommage considérable parce qu'elle a été exclue, GS1 formule une demande reconventionnelle (...)

Pour rappel cette demande tendait à interdire à Hellas :

- de se présenter vis-à-vis de tout tiers comme organisation

03 -09- 2009

membre de GS1 ;

- d'utiliser les marques verbales et figuratives *GS1*, sur le territoire grec, sous peine d'une astreinte de 5.000 € par jour de retard.

Il y a été fait droit par le premier juge, sous la réserve qu'il a dit qu'il ne lui appartenait pas de décider que son ordonnance était applicable au territoire grec.

20. La cour d'appel de Bruxelles est la juridiction d'appel tant du tribunal de première instance que de son président statuant comme en référé.

Au regard du principe dévolutif de l'appel (article 1068 du Code judiciaire) et de l'obligation pour la juridiction d'appel, statuant sur un déclinatoire de compétence, de renvoyer la cause, s'il y a lieu, devant le juge d'appel compétent (article 643 du Code judiciaire), à savoir en l'espèce, la même cour d'appel de Bruxelles, la cour est, en toute hypothèse, compétente pour se prononcer sur le fond du litige (cf. à cet égard, H. Boularbah, « L'effet dévolutif de l'appel et le sort en degré d'appel des déclinatoires de la compétence du juge siégeant en référé et comme en référé en matière commerciale », R.D.C., 1999, p. 99-100).

21. Par le fait de son exclusion, Hellas a perdu le droit de distribuer les standards GS1 Hellas et de faire usage de la marque *GS1*.

03 -09- 2009

Par courrier du 6 juin 2008, le conseil de Hellas répondait comme suit à la mise en demeure de cesser d'utiliser les marques *GS1* :

Ma cliente est en droit d'utiliser la marque GS1 dans le cadre de ses activités aussi longtemps qu'elle n'aura pas été valablement exclue de l'association, ce qui n'est pour l'heure toujours pas le cas.

Je vous rappelle en effet que nous estimons que la décision d'exclusion est une violation des droits de la défense de ma cliente, constitue un abus de droit et est restrictive du droit de la concurrence et, partant, est nulle de plein droit.

Nous sommes actuellement devant le juge des référés à ce sujet (...)

Il est ainsi établi que Hellas entendait ne reconnaître aucune force exécutoire à la décision d'exclusion tant qu'il n'avait pas été statué sur sa demande.

Le premier juge et la cour se sont actuellement exprimés et n'ont pas reconnu de droits apparents dans le chef de GS1.

Sauf si le juge du fond devait annuler la décision pour violation des règles de la concurrence, Hellas ne pourra jamais être rétablie dans ses droits de membre. Or, la procédure au fond n'est pas suspensive.

Il s'en déduit que Hellas ne peut faire valoir aucun droit d'usage des marques et qu'il est donc impérieux pour GS1 de pouvoir disposer d'un titre exécutoire le lui interdisant, dès lors que, s'agissant d'une violation de ses droits intellectuels, son préjudice est sans cesse croissant.

C'est donc à bon droit que le premier juge a accueilli la demande reconventionnelle.

III.- DISPOSITIF

Pour ces motifs, la cour,

1. Dit l'appel non fondé et en déboute Hellas.
2. Met les dépens d'appel à charge de Hellas.
Lui délaisse les frais de dépôt de la requête d'appel et la condamne à payer à GS1 une indemnité de procédure de 10.000€.

Cet arrêt a été rendu en audience publique par la 9^{ème} chambre de la cour d'appel de Bruxelles, composée de M. Henry Mackelbert, conseiller, président f.f. de la chambre, Mme Marie-Françoise Carlier, conseiller et M. Yves Demanche, conseiller, qui ont assisté à toutes les audiences et ont délibéré à propos de l'affaire.

Il a été prononcé par M. Henry Mackelbert, conseiller, président f.f. de la chambre, assisté de Mme Patricia Delguste, greffier, le **03 -09- 2009**

03 -09- 2009

Patricia DELGUSTE

Yves DEMANCHE

Marie-Françoise CARLIER

Henry MACKELBERT

Mandons et ordonnons à tous huissiers de justice à ce requis de mettre le présent arrêt à exécution, à Nos Procureurs Généraux et à Nos Procureurs du Roi près les tribunaux de première instance, d'y tenir main, et à nos commandants et officiers de la force publique, d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi le présent arrêt a été signé et scellé du sceau de la Cour.

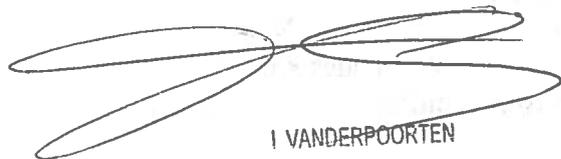
Pour expédition conforme, délivrée à GSA .

(Approuvé la biffure de 0 ligne et 0 mots.)



Bruxelles, le 18-12-2009

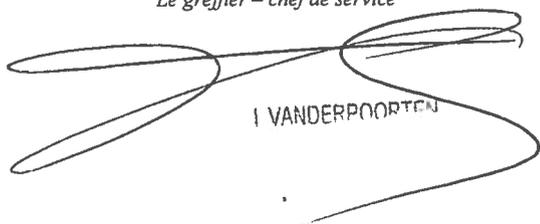
Le greffier - chef de service


I VANDERPOORTEN

COUR D'APPEL – BRUXELLES
Greffe Civil

Date : 18 -12- 2009
Vol. JBE , N° 5536
13 Pages x € 2,85
Droits acquittés € 37,05

Le greffier – chef de service



I VANDERPOORTEN

K. Emmerechts

ΠΡΩΤΟ ΦΥΛΛΟ
(μονογραφία)Αγωγή
της GS1 Ελλάς Α.Ε.Κατά
της GS1.

ΕΓΩ, Ο ΑΛΒΕΡΤΟΣ Β΄,
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΒΕΛΓΙΩΝ

Προς όλες τις τωρινές και μελλοντικές γενεές, γνωστοποιώ:

Το Εφετείο Βρυξελλών, 9^ο Τμήμα

Κατόπιν διάσκεψης, απαγγέλλει την παρακάτω απόφαση:

Γ.Π.: 2008/KR/202

Αρ. Ευρ.: 2009/6075

Αρ.: 1782

Οριστική απόφαση
Επιβεβαίωση

Ευρωπαϊκό δίκαιο περί
ανταγωνισμού – συμπράξεις
– κατάχρηση δεσπόζουσας
θέσης - απουσία εμφανών
δικαιωμάτων.

03-09-2009

Κοινοποίηση
Άρθρα 81 & 82 ΕΟΚ +
Επιτροπή ανταγωνισμού
Εκτελεσθείσα στις
04/09/09

ΑΓΩΓΗ:

Της ανώνυμης εταιρείας ελληνικού δικαίου GS1 ΕΛΛΑΣ, της οποίας η εταιρική έδρα κείται στην 145 62 Κηφισιά, Αθηνών (Ελλάδας), Πλατεία Αγ. Δημητρίου, 5 και Δ. Κυριάκου 2,

Εφεσιβάλλουσας,

Εκπροσωπούμενης από τον κ. Yves Melin, Δικηγόρο εγγεγραμμένο στο δικηγορικό σύλλογο Βρυξελλών, την κα Ελίζα Πετρίτση, Δικηγόρο εγγεγραμμένη στο δικηγορικό σύλλογο Αθηνών και τον κ. Guillaume Taillandier, Δικηγόρο εγγεγραμμένο στο δικηγορικό σύλλογο του Παρισιού, το γραφείο του οποίου κείται στις 1050 Βρυξέλλες, avenue Louise, 250/65,

Αγορεύοντες: κ. Yves Melin, Ελιζα Πετρίτση, Guillaume Taillandier και Philippe Billiet,

ΚΑΤΑ:

Της διεθνούς μη κερδοσκοπικής εταιρείας GS1, με εταιρική έδρα κείμενη στις 1050 ΒΡΥΞΕΛΛΕΣ, avenue Louise, 326/10, εγγεγραμμένης στην « Banque carrefour des Entreprises » με τον αριθμό επιχείρησης 0419.640.608,

Εφεσίβλητης,

Εκπροσωπούμενης από τον κ. Alan Costantini και την κ. Marie Petre, Δικηγόρους στις 1040 Βρυξέλλες, avenue d'Auderghem, 22-28/9, και τον κ. Romain Ferla, Δικηγόρο στο 75009 Παρίσι (Γαλλία), Centre d'affaires Edouard VII, square Edouard VII, 5.

ΠΡΟΣΚΟΜΙΣΘΗΚΕ ΣΤΙΣ:

09-09-2009

ΜΗ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΗΣΙΜΗ
Ο ΤΑΜΙΑΣ ΒΕΧ.Ρ

Αρ. 1783	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 2
----------	-------------------	----------------------	----------

I. ΥΠΕΝΘΥΜΙΣΗ ΤΗΣ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ

1. Η αγωγή, που εγέρθηκε από την GS1 Ελλάς (εφεξής: Ελλάς), σκόπευε στο να διαταχθεί η αναστολή της απόφασης αποκλεισμού που είχε ληφθεί σε βάρος της από την GS1, στις 21 Μαΐου 2008, έως ότου κριθεί επί της ουσίας η αγωγή ακυρότητας της εν λόγω απόφασης.

Η Ελλάς ισχυριζόταν ότι:

- Η απόφαση αυτή αποτελούσε κατάχρηση δικαιώματος.
- Ήταν παρεμφερής με περιοριστική πρακτική του δικαίου του ανταγωνισμού.
- Ήταν παράνομη λόγω παραβίασης των δικαιωμάτων της άμυνας.

2. Με την από 26 Σεπτεμβρίου 2008 απόφασή του, το Δικαστήριο επιβεβαίωσε ότι:

- Συνέτρεχε περίπτωση κατεπίγοντος.
- Η απόφαση αποκλεισμού χωρίς προειδοποίηση συνεπαγόταν πολύ σημαντική άμεση ζημιά για την Ελλάς.
- Η στάθμιση των σχετικών συμφερόντων υπαγόρευε να ληφθεί προσωρινό μέτρο προκειμένου να αποτραπεί η ζημιά, την οποία κινδύνευε να υποστεί η Ελλάς.
- *Prima facie*, δεν φαίνονταν αβάσιμες οι αιτιάσεις που στηρίζονταν στο δίκαιο του ανταγωνισμού, ωστόσο, προτού αποφανθεί το Δικαστήριο για τα επικαλούμενα από την Ελλάς εμφανή δικαιώματα, επιβαλλόταν να ζητηθεί η γνώμη της Ευρωπαϊκής Επιτροπής επί τη βάση του άρθρου 15 του κανονισμού 1/2003 και να ανασταλεί προσωρινά η απόφαση αποκλεισμού έως ότου το Δικαστήριο μπορέσει να αποφανθεί οριστικώς, κατόπιν λήψης της εν λόγω γνώμης.

Το Δικαστήριο διευκρίνισε επίσης ότι θα έκρινε τότε τα υπόλοιπα μέσα που επικαλείται η Ελλάς.

3. Η Επιτροπή έστειλε την από 22 Ιανουαρίου 2009 γνωμοδότησή της. Αναφέρει περιληπτικά ότι:

- Με βάση τις πληροφορίες που έχει προς το παρόν στη διάθεσή της, δεν προτίθεται να κινήσει επίσημη διαδικασία έρευνας κατά της GS1 ως συνέπεια της άτυπης επαφής που είχε με την Ελλάς σχετικά με ενδεχόμενη παράβαση των κανόνων περί ανταγωνισμού (σκέψεις 11 και 13).
- Κατά το στάδιο αυτό, η Ελλάς δεν έχει υποβάλλει επίσημη μήνυση κατά της GS1 (σκέψη 15).
- Σύμφωνα με το άρθρο 2 του κανονισμού 1/2003, το βάρος της απόδειξης της παράβασης του άρθρου 81, παράγραφος 1 της συνθήκης το φέρει ο διάδικος που την επικαλείται (σκέψη 25).

03-09-2009

Αρ. 1784	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 3
----------	-------------------	----------------------	----------

- Η ύπαρξη όρων προσχώρησης στο καταστατικό μιας επαγγελματικής οργάνωσης ή ένωσης δεν αποτελεί, αυτή καθαυτή, παράβαση του άρθρου 81, παράγραφος 1 της συνθήκης (σκέψη 29). Εντούτοις, το καταστατικό μιας επαγγελματικής ένωσης μπορεί να έχει αντιανταγωνιστικές συνέπειες, στην περίπτωση που οι κανόνες προσχώρησης στην εν λόγω ένωση δεν είναι αντικειμενικοί ή επαρκώς συγκεκριμένοι ώστε να μπορούν να εφαρμόζονται ομοιόμορφα σε όλα τα μέλη (σκέψη 31).
- Η συνθήκη δεν αναγνωρίζει τον όρο «*συλλογικός εμπορικός αποκλεισμός*» (σκέψη 33) αλλά μία από τις εκδοχές συνίσταται σε μια συλλογική δράση των προμηθευτών προϊόντων ή υπηρεσιών που αρνούνται να διανέμουν τα προϊόντα τους σε συγκεκριμένο πελάτη ή προμηθευτή (σκέψη 34).
- Δεν είναι σε θέση να διαπιστώσει *prima facie* εάν η πρακτική που καταγγέλλει η Ελλάς μπορεί να αποτελέσει παράβαση του άρθρου 81 της συνθήκης (σκέψη 36), δεδομένου ότι, ειδικότερα, έχει στη διάθεσή της περιορισμένες πληροφορίες.
- Η ανάλυση της πρακτικής της GS1 που καταγγέλλεται από την Ελλάς όσον αφορά στο άρθρο 82 της συνθήκης, απαιτεί τον ορισμό της σχετικής αγοράς προκειμένου να θεμελιωθεί εάν η GS1 κατέχει δεσπόζουσα θέση (σκέψη 37) · πρέπει, δε, να εξεταστεί εάν υπάρχει μια αγορά για την κωδικοποίηση που χρησιμοποιείται στην εφοδιαστική αλυσίδα που να συμπεριλαμβάνει πρότυπα και μεθόδους που επιτρέπουν την ανταλλαγή καταναλωτικών αγαθών, στοχεύοντας έτσι όλες τις αλυσίδες του εφοδιασμού από τον παραγωγό στον καταναλωτή, και στη συνέχεια να εξεταστεί η θέση της GS1 σε μια τέτοια αγορά, μέσα στο οικονομικό πλαίσιο (σκέψη 38).
- Όσον αφορά στο ερώτημα εάν η GS1 μπορεί να κατέχει δεσπόζουσα θέση σε μια τέτοια αγορά, ο δικαστής θα πρέπει να λάβει υπόψη του *inter alia* εάν υπάρχουν και άλλοι προμηθευτές τέτοιων υπηρεσιών (υπό μορφή οργάνωσης τυποποίησης ή άλλης). Ο δικαστής θα πρέπει επίσης να εξετάσει την ύπαρξη φραγμών εισόδου στην εν λόγω αγορά· για παράδειγμα, ο δικαστής θα μπορούσε να εξετάσει την ευκολία με την οποία οι χρήστες μπορούν να αλλάξουν προμηθευτή (σκέψη 39).
- Όσον αφορά στη γεωγραφική αγορά, πρέπει να εξεταστεί η γεωγραφική περιοχή εφαρμογής της χρησιμοποιηθείσας στην εφοδιαστική αλυσίδα κωδικοποίησης, που περιλαμβάνει πρότυπα και μεθόδους που επιτρέπουν την ανταλλαγή καταναλωτικών αγαθών, στοχεύοντας έτσι όλη την αλυσίδα του εφοδιασμού από τον παραγωγό στον καταναλωτή, και στη συνέχεια να εξεταστεί η δυνητική ύπαρξη ανταγωνιστών στην εν λόγω περιοχή (σκέψη 40).
- Δεν διαθέτει επαρκείς πληροφορίες για να εκφέρει γνώμη *prima facie* σχετικά με την ύπαρξη κατάχρησης, κατά την έννοια του άρθρου 82 (σκέψη 43).

03-09-2009

4. Με την από 10 Ιουνίου 2009 επιστολή, η GS1 κατέθεσε τρία καινούργια έγγραφα.

Αρ. 1785	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 4
----------	-------------------	----------------------	----------

Τα έγγραφα αυτά πρέπει να απορριφθούν από τη συζήτηση, στο βαθμό που κατατέθηκαν εκτός της προθεσμίας που οριζόταν στην από 13 Φεβρουαρίου 2009 διάταξη και ελλείψει οποιασδήποτε αίτησης βασισμένης στο άρθρο 748 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας.

II.- ΣΥΖΗΤΗΣΗ

1. Επί της παράβασης του δικαίου περί ανταγωνισμού

5. Το γεγονός ότι η Επιτροπή θεώρησε ότι δεν διέθετε επαρκείς πληροφορίες για να εκφέρει *prima facie* μια γνώμη σχετικά με την ύπαρξη σύμπραξης ή κατάχρησης δεσπόζουσας θέσης, δεν συνεπάγεται για το Δικαστήριο την υποχρέωση να κρίνει ότι η Ελλάς δεν διαθέτει τα εμφανή δικαιώματα που επικαλείται.

Πρέπει, συνεπώς, να εξακριβωθεί, στα όρια της διαδικασίας λήψης ασφαλιστικών μέτρων – που υπενθυμίζονται στη σκέψη 17 της απόφασης της 26^{ης} Σεπτεμβρίου 2008 – εάν η Ελλάς τεκμηριώνει τις παραλείψεις που επικαλείται.

6. Είναι χρήσιμο να υπενθυμίσουμε ότι η GS1 έχει κυρίως ως σκοπό την ανάπτυξη, σε διαβούλευση με την αγορά της διανομής μεγάλης κλίμακας, ενός συνόλου προτύπων που επιτρέπουν την αποτελεσματική διαχείριση της εφοδιαστικής αλυσίδας σε παγκόσμιο επίπεδο σε όλους τους βιομηχανικούς τομείς καθώς και τη μοναδική ταυτοποίηση προϊόντων, υπηρεσιών και δεμάτων. Ένα από τα κύρια πρότυπα της GS1 είναι ένας ραβδοκώδικας τον οποίο μπορεί κανείς να διαβάσει σε όλο τον κόσμο

Ο ραβδοκώδικας GS1 είναι αναγνωρισμένος ως το πρότυπο της αγοράς στη διανομή μεγάλης κλίμακας, και είναι κατά πολύ ο περισσότερο χρησιμοποιούμενος ραβδοκώδικας από 1.400.000 επιχειρήσεις ανά τον κόσμο.

Τα μέλη της GS1 είναι μη κερδοσκοπικές ενώσεις – ή ενίοτε εμπορικές εταιρείες – σκοπός των οποίων είναι η διανομή του προτύπου GS1 στη χώρα τους. Η GS1 παραδίδει τα πρότυπά της αποκλειστικά και μόνο στα μέλη της, τα οποία διαθέτουν μια εδαφική αποκλειστικότητα.

Τα μέλη δεσμεύονται έναντι της GS1 με μια διπλή ιδιότητα: αφενός μεν, ως μέλος της επαγγελματικής ένωσης, αφετέρου δε, ως πελάτες (*customers*) δεδομένου ότι η GS1 χορηγεί στα μέλη της έναντι αμοιβής, το δικαίωμα να διανέμουν στη χώρα τους το πρότυπο GS1.

03-09-2009

Αρ. 1786	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 5
----------	-------------------	----------------------	----------

Οι τελικοί καταναλωτές είναι οι επιχειρήσεις (είτε παραγωγοί, είτε μεταπωλητές, εκ των οποίων οι μεγάλες επιχειρήσεις διανομής) που επιθυμούν να χρησιμοποιήσουν τον εν λόγω ραβδοκώδικα για τα προϊόντα τους. Για το σκοπό αυτό, είναι υποχρεωμένες να απευθυνθούν στο τοπικό μέλος του δικτύου GS1 και να λάβουν ένα πρόθεμα που επιτρέπει την αναγνώρισή τους σε όλο τον κόσμο. Πρέπει να του πληρώσουν ένα «τέλος εισόδου» και στη συνέχεια μια «ετήσια συνεισφορά» που είναι ανάλογη με τον κύκλο εργασιών τους. Τα τοπικά μέλη της GS1 μπορούν ελεύθερα να καθορίσουν τις τιμές τους όπως θέλουν.

Στη συνέχεια, το τοπικό μέλος αντεπιστρέφει στην GS1 ένα ετήσιο τέλος (*annual fee*) που ισοδυναμεί με το 7,5% του τζίρου του, ως αποζημίωση για τη χορήγηση των προθεμάτων, της τεχνογνωσίας, της πρόσβασης στα εμπορικά σήματα και στα λογισμικά.

Με τον αποκλεισμό της από την επαγγελματική ένωση, η Ελλάδα χάνει *de facto* το δικαίωμα διανομής του προτύπου GS1, δεδομένου ότι κάτι τέτοιο επιφυλάσσεται μόνο στα τοπικά μέλη.

α.- Επί του προσδιορισμού των αγορών

7. Από τα προσκομισθέντα στο Δικαστήριο έγγραφα, συνάγεται ότι το σύστημα GS1 χρησιμοποιείται κυρίως στη βιομηχανία των καταναλωτικών αγαθών. Χρησιμοποιούνται και άλλα συστήματα ραβδοκωδικών σε άλλους οικονομικούς τομείς, όπως στη βιομηχανία των τηλεπικοινωνιών, στις εκδόσεις, στις αεροπορικές μεταφορές, στην άμυνα και στο διάστημα, στις μεταφορές ή στις ταχυδρομικές αποστολές.

Φαίνεται, λοιπόν, *prima facie*, ότι είναι δυνατόν να προσδιοριστεί μια αγορά διαφορετική από εκείνη των προϊόντων GS1 και των συνδεδεμένων υπηρεσιών για την γενική ταυτοποίηση των προϊόντων στην εφοδιαστική αλυσίδα, από τη στιγμή που δεν υπάρχει υποκαταστασιμότητα με τα άλλα συστήματα ραβδοκωδικών, λόγω της ίδιας της φύσης του προϊόντος. Εν πάση περιπτώσει, η εν λόγω υποκαταστασιμότητα δεν αποδεικνύεται από την GS1.

Η εν λόγω αγορά διαιρείται σε μια χονδρική αγορά όπου υπάρχουν, αφενός, η GS1, και αφετέρου, τα τοπικά μέλη για την αγορά των προθεμάτων, και μια λιανική αγορά επόμενου σταδίου της εμπορίας των προϊόντων και υπηρεσιών στους τελικούς καταναλωτές. Η GS1 δρα επίσης, περιστασιακά, στην αγορά αυτή, στο μέτρο που χορηγεί μερικές φορές άμεσα τα προθέματα στις χώρες όπου δεν υπάρχουν τοπικά μέλη, ωστόσο η κατάσταση αυτή είναι αρκετά σπάνια.

8. Η GS1 κατέχει, για τα δικά της προϊόντα, μια μονοπωλιακή θέση στη χονδρική αγορά όπου δεν υπάρχει κανένας ανταγωνισμός.

03-09-2009

Συνεπώς, δεν είναι δυνατόν να προσδιοριστεί μια εδαφική περιοχή διαφορετική από την υψήλιο στην οποία *οι ενδιαφερόμενες επιχειρήσεις συμμετέχουν στην προμήθεια προϊόντων και υπηρεσιών και οι όροι ανταγωνισμού είναι επαρκώς ομοιογενείς* (πρβλ. Ανακοίνωση της Επιτροπής όσον αφορά το ορισμό της σχετικής αγοράς για τους σκοπούς του κοινοτικού δικαίου ανταγωνισμού (97C/372/03).

Αντιθέτως, η λιανική αγορά επομένου σταδίου είναι τοπική. Παρότι κάθε τοπικό μέλος μπορεί ελεύθερα να διαθέσει στην αγορά τα πρότυπα GS1 σε άλλο κράτος από εκείνο στο οποίο είναι εγκαταστημένο, συνάγεται από τις εξηγήσεις που δόθηκαν από τους διαδίκους ότι οι χρήστες των εν λόγω προτύπων απευθύνονται κατά προτεραιότητα στο τοπικό μέλος που είναι εγκαταστημένο στο κράτος όπου είναι και οι ίδιοι εγκαταστημένοι.

β.- Επί του συλλογικού εμπορικού αποκλεισμού (άρθρο 81.παράγραφος 1 της συνθήκης)

9. Η Ελλάς διατείνεται ότι η απόφαση αποκλεισμού της από την ένωση αποτελεί συλλογικό εμπορικό αποκλεισμό, καθότι ο σκοπός της είναι να την αποκλείσει από την αγορά επόμενου σταδίου και να τη θέσει σε κατάσταση ανταγωνιστικού μειονεκτήματος, προς βλάβη των πελατών-χρηστών και, *in fine*, των καταναλωτών.
10. Αν και θεωρητικά, όλα τα τοπικά μέλη της GS1 μπορούν να έρθουν σε ανταγωνισμό μεταξύ τους σε μια τοπική αγορά εφόσον δεν τους απαγορεύεται να δεχτούν παραγγελία από άλλο κράτος από το δικό τους, η πρακτική έχει καταδείξει ότι δεν υπάρχει μεταξύ τους καμία ανταγωνιστική σχέση. Το γεγονός ότι ένας Έλληνας σοκολατοποιός απέκτησε τους ραβδοκώδικές του από μέλος από την Αγγλία, είναι δευτερεύον.

Όπως διευκρινίζεται στη σκέψη 8, η συνδεδεμένη αγορά στην οποία τα τοπικά μέλη δραστηριοποιούνται είναι εθνική.

Η GS1 καταδεικνύει στη σελίδα 12 των προτάσεών της πόσο δύσκολο και δαπανηρό είναι για τον τελικό χρήστη να απευθυνθεί σε άλλο μέλος από εκείνο που είναι εγκαταστημένο στη χώρα του.

Εξάλλου, τα τοπικά μέλη δεν έχουν μεταξύ τους άμεσες σχέσεις προμηθευτή προς πελάτη. Επομένως, δεν μπορούν να εφαρμόσουν μια εναρμονισμένη πρακτική με σκοπό ή συνέπεια την άρνηση παράδοσης εμπορεύματος ή υπηρεσίας ή ακόμα την εξάλειψη ενός ενοχλητικού ανταγωνιστή.

Εάν υπάρχει άρνηση συνέχισης των συμβατικών σχέσεων, αυτή απορρέει μόνο από την GS1, στο μέτρο που η σχέση προμηθευτή-πελάτη των προτύπων GS1, που είναι υποκειμένη με την ιδιότητα του μέλους της επαγγελματικής ένωσης,

03-09-2009

Αρ. 1788	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 7
----------	-------------------	----------------------	----------

διακόπηκε χωρίς προειδοποίηση λόγω του αποκλεισμού.

Prima facie, και μετά από εμβριθέστερη ανάλυση των συνθηκών της αγοράς, πρέπει να συμπεράνουμε ότι άδικα η Ελλάδα επικαλείται το άρθρο 81 της συνθήκης προς στήριξη της αιτήσεώς της.

γ.- Επί της κατάχρησης δεσπόζουσας θέσης

11. Από τα όσα διευκρινίστηκαν στη σκέψη 8 συνάγεται ότι η GS1 είναι, *de facto*, ο μοναδικός προμηθευτής στην αγορά προηγούμενου σταδίου - η οποία αναγνωρίστηκε ως η σχετική αγορά - των προϊόντων GS1 και των συνδεδεμένων υπηρεσιών. Κατέχει λοιπόν μονοπωλιακή θέση.

Επίσης, εφόσον δεν υπάρχει άλλος πραγματικά ανταγωνιστικός ραβδοκώδικας στον τομέα της διανομής μεγάλης κλίμακας, οι επιχειρήσεις του τομέα αυτού είναι υποχρεωμένες να χρησιμοποιούν το πρότυπο GS1. Πρέπει να απευθύνονται στο τοπικό μέλος της GS1. Παρότι δεν απαγορεύεται να απευθυνθούν σε μέλος άλλου κράτους, αυτή η δυνατότητα είναι μόνο θεωρητική, διότι η χορήγηση του ραβδοκώδικα GS1 συνοδεύεται από παροχές υπηρεσιών που δύσκολα μπορούν να εκτελεστούν εξ αποστάσεως. Η GS1 απέδειξε η ίδια, στο πλαίσιο του ορισμού της αγοράς, τις δυσκολίες που μπορούσαν να συναντήσουν οι τελικοί χρήστες για να αλλάξουν προμηθευτή ραβδοκώδικα. Στην πράξη, κάθε εθνική οργάνωση απολαμβάνει μια αποκλειστικότητα στη χώρα της και δεν είναι δυνατόν για επιχείρηση που δεν είναι μέλος της διεθνούς ένωσης να αποκτήσει και να διανείμει τα πρότυπα GS1.

Επάγεται από τα προηγούμενα ότι λόγω της μονοπωλιακής της θέσης στη χονδρική αγορά, η GS1 - που είναι ένας υποχρεωτικός εταίρος - είναι σε θέση να ελέγχει την αγορά επόμενου σταδίου.

Αντίθετα με τα όσα υποστηρίζει η GS1, η διένεξη μεταξύ των διαδίκων δεν συνοψίζεται σε *μια απλή απόφαση αποκλεισμού από την ένωση*, καθώς στερεί αυτομάτως από την Ελλάδα το όφελος της υποκείμενης σύμβασης αποκλειστικής διανομής των προτύπων GS1.

Κατά συνέπεια, πρέπει να εξεταστεί εάν, με τον αποκλεισμό της Ελλάς από την επαγγελματική ένωση, η GS1 καταχράστηκε τη δεσπόζουσα θέση της αρνούμενη να συναλλαχθεί μαζί της και να της επιτρέψει να έχει πρόσβαση σε μια ουσιαστική εγκατάσταση για τη δραστηριότητά της.

12. Άδικα η Ελλάδα επικαλείται την απόφαση *Télémarketing* του Δικαστηρίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων της 3^{ης} Οκτωβρίου 1985 (C 311/84) για να θεμελιώσει ότι η αντικατάστασή της από ένα καινούργιο ελληνικό μέλος του δικτύου GS1 αποτελεί κατάχρηση δεσπόζουσας θέσης.

03-09-2009

Αρ. 1789	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 8
----------	-------------------	----------------------	----------

Η απόφαση *Télémarketing* στηρίζεται στην απόφαση *Commercial Solvents* (CJCE, 6 Μαρτίου 1974, C-6/73) που έκρινε ότι αν μία επιχείρηση, η οποία κατέχει δεσπόμενη θέση σε ορισμένη αγορά και η οποία για το λόγο αυτό είναι σε θέση να ελέγχει τις δραστηριότητες άλλων επιχειρήσεων που δρουν σε παραπλήσια αγορά, αποφασίσει να εγκατασταθεί στη δεύτερη αυτή αγορά, δεν μπορεί, χωρίς βάσιμη δικαιολογία και χωρίς να καταστεί ένοχη καταχρήσεως δεσπόμενης θέσης κατά την έννοια του άρθρου [82], να αρνηθεί την παράδοση του προϊόντος (ή ενδεχομένως την παροχή της υπηρεσίας) στην αγορά στην οποία ήδη κατέχει δεσπόμενη θέση, προς τις επιχειρήσεις, οι δραστηριότητες των οποίων ασκούνται στην αγορά στην οποία εισχωρεί. Επομένως, η απόφαση αυτή στοχεύει μια κατάσταση στην οποία η δεσπόμενη επιχείρηση προσπαθεί να εισχωρήσει προσωπικά στην αγορά επομένου σταδίου, κάτι που δεν συμβαίνει στην προκειμένη περίπτωση.

Στην απόφαση *Télémarketing*, το Δικαστήριο διευκρίνισε τη νομολογία του εξετάζοντας την περίπτωση όπου η επιχείρηση που δρα στην παραπλήσια αγορά δεν είναι η δεσπόμενη επιχείρηση, αλλά μια από τις θυγατρικές της. Επί της ευκαιρίας αυτής, έκρινε ότι συνιστά κατάχρηση κατά την έννοια του άρθρου [82] το γεγονός ότι μια επιχείρηση κατέχουσα δεσπόμενη θέση σε δεδομένη αγορά επιφυλάσσει γι' αυτήν ή για επιχείρηση που ανήκει στον ίδιο όμιλο, χωρίς να υπάρχει αντικειμενική ανάγκη, βοηθητική δραστηριότητα, την οποία θα μπορούσε να ασκήσει τρίτη επιχείρηση στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων της σε παραπλήσια αλλά διαφορετική αγορά, με κίνδυνο να εξαλειφθεί κάθε ανταγωνισμός εκ μέρους της επιχειρήσεως αυτής.

Κατά συνέπεια, προκύπτει ότι η εν λόγω τρίτη επιχείρηση δεν μπορεί να είναι παρά μια επιχείρηση που συνδέεται με κεφαλαιακούς δεσμούς με τη δεσπόμενη επιχείρηση.

03-09-2009

Χωρίς να τεθεί προδικαστικό ερώτημα στο Δικαστήριο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων – κάτι μάλλον ασύμβατο με την ιδιαιτερότητα της διαδικασίας λήψης ασφαλιστικών μέτρων, ιδιαίτερα όταν το Δικαστήριο προσπάθησε ήδη, μάταια, να λάβει τη γνώμη της Επιτροπής – δεν μπορεί να επιβεβαιωθεί, *prima facie*, ότι η απαγόρευση να επιφυλαχθεί μια δευτερεύουσα δραστηριότητα πρέπει επίσης να επεκταθεί στις επιχειρήσεις με τις οποίες η δεσπόμενη επιχείρηση δύναται να συνδέεται με συμβατικούς δεσμούς, όπως συμβαίνει στην περίπτωση των συμβάσεων επιλεκτικής διανομής ή αποκλειστικής αντιπροσωπείας.

Κατά τα λοιπά, πρέπει να υπενθυμίσουμε ότι η χορήγηση εδαφικής αποκλειστικότητας δεν συνιστά, αυτή καθαυτή, κατάχρηση δεσπόμενης θέσης και, εκ πρώτης όψεως, η Ελλάς δεν καταδεικνύει ότι η οργάνωση που καθιέρωσε η GS1 – στην οποία συμμετείχε επί 20 περίπου χρόνια – μπορεί να διαστρεβλώσει το παιχνίδι του ανταγωνισμού.

Αρ. 1790	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 9
----------	-------------------	----------------------	----------

Εντούτοις, η GS1 μπορεί να προβάλει την ύπαρξη *αντικειμενικών αναγκών* που, *prima facie*, δεν είναι εντελώς αβάσιμες.

Πράγματι, οι εφαρμοζόμενες από την Ελλάδα τιμές φαίνεται ότι είναι από τις υψηλότερες του δικτύου, κάτι που μπορεί να εξηγηθεί από το γεγονός ότι στο διοικητικό της συμβούλιο δεν υπάρχουν αντιπρόσωποι των τελικών χρηστών. Για το συμφέρον τους και, συνεπώς, για το συμφέρον των καταναλωτών, η αντικατάσταση της Ελλάς, θα μπορούσε να αποτελέσει μια αντικειμενική ανάγκη να επιφυλαχθεί η δραστηριότητα για άλλη επιχείρηση.

13. Δεν μπορεί να κατηγορηθεί η GS1 ότι αρνήθηκε την *πρόσβαση σε μια βασική υποδομή*, από τη στιγμή που η στοχευόμενη από την Ελλάδα βασική υποδομή συγχέεται με το προϊόν, ήτοι το πρότυπο GS1· το τελευταίο δεν μπορεί να είναι συγχρόνως ένα βασικό στοιχείο για την πώληση προϊόντος ή υπηρεσίας σε μια δεδομένη αγορά και το ίδιο το προϊόν.

Κατά συνέπεια, η θεωρία των ουσιωδών διευκολύνσεων δεν μπορεί να εφαρμοστεί στην προκειμένη περίπτωση.

Εν πάση περιπτώσει, και για τους ίδιους λόγους με αυτούς που εκθέτονται στη σκέψη 12, δεν θεμελιώνεται ότι η GS1 προτίθεται να επιφυλάξει την δραστηριότητα λιανικής μεταπώλησης είτε στον εαυτό της, είτε σε εταιρεία του ομίλου της.

14. Από τα προηγούμενα συνάγεται ότι δεν θεμελιώνεται *prima facie* ότι η GS1 έκανε κατάχρηση της δεσπόζουσας θέσης της.

03-09-2009

2.- Επί της κατάχρησης δικαίου

15. Ουδείς αμφισβητεί το γεγονός ότι η Ελλάδα δεν πληρούσε τις καταστατικές απαιτήσεις, δεδομένου ότι είχε υιοθετήσει μια νομική μορφή που απέκλειε τη δραστηριοποίησή της σε μια μη εμπορεύσιμη βάση, και ότι το διοικητικό της συμβούλιο δεν περιλάμβανε στα μέλη του εκπροσώπους των χρηστών των προτύπων GS1.

Επομένως, η GS1 είχε αδιαμφισβήτητα το δικαίωμα να εφαρμόσει το άρθρο 7 του καταστατικού της, το οποίο ορίζει ότι ένα μέλος μπορεί να αποκλειστεί εάν δεν σέβεται το καταστατικό ή εάν παύει να πληροί οποιονδήποτε απαραίτητο όρο για να είναι μέλος.

Όπως έχει ήδη αναφερθεί ανωτέρω, η νομική σχέση μεταξύ των διαδίκων δεν περιοριζόταν μόνο στην ιδιότητα του μέλους μιας μη κερδοσκοπικής διεθνούς

ένωσης, εφόσον ένα σημαντικό εμπορικό ρεύμα, που παρήγαγε σημαντικούς τζίρους και κέρδη, απέρρευε από την ιδιότητα του μέλους του παγκόσμιου «δικτύου» GS1.

Αν και μια σύμβαση, που περιλαμβάνει πράξεις που κλιμακώνονται χρονικά και που συνάφθηκε για απεριόριστη διάρκεια, μπορεί να λυθεί ανά πάσα στιγμή από το κάθε συμβαλλόμενο μέρος, εφόσον η λύση αυτή δεν αποκλείεται από μια ειδική νομική ρύθμιση (Cass. 22 novembre 1973, Pas., 1974, I, 312), εντούτοις πρέπει να υπενθυμίσουμε ότι το δικαίωμα καταγγελίας συμβάσεως δεν είναι διακριτικό δικαίωμα και η καλή πίστη που πρέπει να κυριαρχεί στην καταγγελία συμβάσεων αντιτίθεται στην άσκηση της χωρίς να λαμβάνονται υπόψη τα νόμιμα συμφέροντα του αντισυμβαλλόμενου, δεδομένου ότι αυτός που λύνει τη σύμβαση πρέπει, κατά κανόνα, να φροντίσει ώστε η διακοπή να μην καταστεί επιζήμια για τον αντισυμβαλλόμενό του. Η προσοχή που επιβάλλεται με τον τρόπο αυτό σ' όποιον ασκεί το δικαίωμα καταγγελίας συμβάσεως περιλαμβάνει, κατά γενικό κανόνα, την υποχρέωση τήρησης προθεσμίας καταγγελίας, ενόψει να μπορέσει ο αντισυμβαλλόμενος να λάβει τα μέτρα του.

16. Ωστόσο, πρέπει επίσης να υπενθυμίσουμε ότι εάν ένα συμβαλλόμενο μέρος επιθυμεί να θέσει τέλος μονομερώς σε σύμβαση αόριστης διάρκειας, ο δικαστής δεν μπορεί να αναμιχθεί στην εκτέλεση της σύμβασης, επιβάλλοντας μια συμπληρωματική προθεσμία καταγγελίας. Σε μια τέτοια περίπτωση, ο αρμόδιος για τη λήψη ασφαλιστικών μέτρων δικαστής έχει μόνο τη δυνατότητα να λάβει περιορισμένα μέτρα διαφύλαξης των δικαιωμάτων και ιδίως να επιτρέψει μια πραγματική αποζημίωση ή ακόμα να μην καταστήσει εντελώς θεωρητική τη διατήρηση των συμβατικών δικαιωμάτων του αντίδικου (Cass. 12 janvier 2007, C.05.0569.N.).

Ακόμα και αν υποθέσουμε ότι ο δικαστής ουσίας κάνει δεκτή την κατάχρηση δικαιώματος από την GS1, θα μπορέσει μόνο να χορηγήσει μια αποζημίωση στην Ελλάδα για τη ζημιά που υπέστη, αλλά σε καμία περίπτωση δεν θα μπορέσει να επιβάλλει την επανενσωμάτωσή της στην ένωση ή την κοινοποίηση μιας προθεσμίας καταγγελίας.

Συνεπώς, ένα μέτρο αναστολής δεν μπορεί να απαγγελθεί βάσει της κατάχρησης δικαιώματος, ιδίως, όταν η προσωρινή αναστολή που απαγγέλθηκε από την απόφαση της 26ης Σεπτεμβρίου 2008, είχε ως αποτέλεσμα για την Ελλάδα να την αποκαταστήσει στα δικαιώματά της επί δέκα μήνες, κάτι που ισοδυναμεί *de facto* με ένα είδος προθεσμίας καταγγελίας. Στη διάρκεια της χρονικής περιόδου αυτής, μπόρεσε να λάβει τα απαραίτητα μέτρα προκειμένου να αποφύγει τις δυσάρεστες συνέπειες της απότομης λύσης της σύμβασης χωρίς προθεσμία καταγγελίας και να μειώσει ήδη τη ζημιά της.

4.- Επί της παράβασης των δικαιωμάτων άμυνας

17. Από τα προσκομισθέντα έγγραφα προκύπτει ότι:

Αρ. 1792	Γ.Π.: 2008/KR/202	9° Τμήμα	Σελίδα 11
----------	-------------------	----------	-----------

- Η Ελλάς ειδοποιήθηκε στις 21 Απριλίου 2008 ότι μια γενική συνέλευση θα πραγματοποιούταν ένα μήνα αργότερα, στις 21 Μαΐου 2008, στη διάρκεια της οποίας θα εκδιδόταν ο αποκλεισμός της.
- Έλαβε την κοινοποίηση των αιτιάσεων στις 22 Απριλίου 2008.
- Στις 6 Μαΐου 2008, ο σύμβουλος της Ελλάς προέβαλε, γραπτώς, τους υπερασπιστικούς ισχυρισμούς της πελάτισσάς του.
- Στις 14 Μαΐου 2008, ο πρόεδρος της GS1 απάντησε σ' αυτό το υπόμνημα αντικρούσεως.
- Τα μέλη της ένωσης έλαβαν ανακοίνωση των επιστολών αυτών.
- Στις 14 Μαΐου 2008, η Ελλάς απέστειλε ένα e-mail σε όλα τα μέλη της ένωσης, που περιείχε μια απάντηση στην ανταπάντηση του προέδρου.
- Η Ελλάς μπόρεσε ακόμα να συντάξει ένα τελευταίο υπόμνημα αντικρούσεως στις 21 Μαΐου 2008.
- Η Ελλάς μπόρεσε να ακουστεί κατά τη γενική συνέλευση.

Από τα προηγούμενα προκύπτει ότι η Ελλάς μπόρεσε, επανειλημμένα, να προβάλει τα δικαιώματά της και να απαντήσει στις κατηγορίες που είχαν διατυπωθεί εναντίον της. Κατά συνέπεια, δεν έχει σημασία να κριθεί ο ψευδής χαρακτήρας των ισχυρισμών του προέδρου ή να ελεγχθεί εάν αποτελούσαν παραπληροφόρηση των μελών.

Η αιτίαση είναι αβάσιμη.

5.- Επί της ανταγωγής

18. Η Ελλάς διατείνεται ότι η ανταγωγή που διατύπωσε η GS1 ενώπιον του πρώτου δικαστή ήταν απαράδεκτη ελλείψει δήλωσης περίπτωσης κατεπίγοντος στις προτάσεις και ήταν πάντως αβάσιμη ελλείψει κατεπίγοντος.

19. Η ανταγωγή αιτιολογήθηκε ως εξής ενώπιον του πρώτου δικαστή:

(...) σε σχέση με τη συμπεριφορά της GS1 Ελλάς η οποία, τη μια υποστηρίζει ότι είναι πάντα μια οργάνωση μέλος της GS1 (επειδή, κατά τη γνώμη της, η απόφαση να την αποκλείσουν είναι αυτοδικαίως άκυρη και/ή επειδή ισχυρίζεται ότι διαθέτει το «συμβατικό» δικαίωμα που της επιτρέπει να συνεχίσει να χρησιμοποιεί τα εμπορικά σήματα) και την άλλη ότι υφίσταται σημαντική ζημιά επειδή αποκλείστηκε, η GS1 υποβάλλει ανταγωγή (...)

Προς υπόμνηση, το εν λόγω αίτημα έτεινε να απαγορευθεί η Ελλάς:

- Να παρουσιάζεται στους τρίτους ως οργάνωση – μέλος της GS1.

Αρ. 1793	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 12
----------	-------------------	----------------------	-----------

- Να χρησιμοποιεί τα λεκτικά και εικονιστικά σήματα της GS1, στην ελληνική επικράτεια, επί ποινή προστίμου 5.000 € ανά ημέρα καθυστέρησης.

Ο πρώτος δικαστής έκανε δεκτό το αίτημα αυτό, με την επιφύλαξη ότι έκρινε ότι δεν υπαγόταν στη δικαιοδοσία του να αποφασίσει ότι η διάταξη του εφαρμοζόταν στην ελληνική επικράτεια.

20. Το Εφετείο Βρυξελλών είναι το δευτεροβάθμιο δικαστήριο τόσο του πρωτοδικείου όσο και του προέδρου του που δικάζει κατά τη διαδικασία λήψης ασφαλιστικών μέτρων.

Ως προς την αρχή του μεταβιαστικού αποτελέσματος της έφεσης (άρθρο 1068 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας) και της υποχρέωσης για το δευτεροβάθμιο δικαστήριο, που αποφαινεται επί ενστάσεως αναρμοδιότητας, να παραπέμψει την υπόθεση, εφόσον συντρέχει λόγος, ενώπιον του αρμόδιου εφέτη (άρθρο 643 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας), ήτοι εν προκειμένω, το ίδιο το Εφετείο Βρυξελλών, το Δικαστήριο είναι, εν πάση περιπτώσει, αρμόδιο να κρίνει επί της ουσίας της διένεξης (πρβλ. συναφώς, H. Boularbah, « L'effet dévolutif de l'appel et le sort en degré d'appel des déclinatoires de la compétence du juge siégeant en référé et comme en référé en matière commerciale », R.D.C., 1999, σ. 99-100).

21. Με τον αποκλεισμό της, η Ελλάς έχασε το δικαίωμα να διανέμει τα πρότυπα GS1 Ελλάς και να χρησιμοποιεί το εμπορικό σήμα GS1.

Με επιστολή της 6^{ης} Ιουνίου 2008, ο σύμβουλος της Ελλάς απαντούσε ως εξής στην προειδοποιητική επιστολή να παύσει να χρησιμοποιεί τα εμπορικά σήματα GS1:

Η πελάτισσά μου δικαιούται να χρησιμοποιεί το εμπορικό σήμα GS1 στο πλαίσιο των δραστηριοτήτων της για όσο χρόνο δεν θα έχει αποκλειστεί νόμιμα από την ένωση, κάτι που δεν συμβαίνει ακόμα για την ώρα.

Σας υπενθυμίζω, πράγματι, ότι εκτιμούμε ότι η απόφαση αποκλεισμού αποτελεί παραβίαση των δικαιωμάτων άμυνας της πελάτισσάς μου, συνιστά κατάχρηση δικαιώματος και περιορίζει το δικαίωμα ανταγωνισμού και, επομένως, είναι άκυρη αυτοδικαίως.

Βρισκόμαστε επί του παρόντος ενώπιον του αρμόδιου για τη διαδικασία λήψης ασφαλιστικών μέτρων δικαστή για το θέμα αυτό (...)

Αποδεικνύεται έτσι ότι η Ελλάς προτίθετο να μην αναγνωρίσει καμία εκτελεστική ισχύ στην απόφαση αποκλεισμού, όσο δεν είχε αποφανθεί το δικαστήριο επί της αίτησής της.

Ο πρώτο δικαστής και το Δικαστήριο έχουν ήδη εκφραστεί και δεν έχουν αναγνωρίσει εμφανή δικαιώματα όσον αφορά την GS1.

Αρ. 1794	Γ.Π.: 2008/KR/202	9 ^ο Τμήμα	Σελίδα 13
----------	-------------------	----------------------	-----------

Εκτός και αν ο δικαστής ουσίας ακυρώσει την απόφαση λόγω παραβίασης των κανόνων περί ανταγωνισμού, η Ελλάς ποτέ δεν θα μπορέσει να αποκατασταθεί στα δικαιώματά της ως μέλος. Εντούτοις, η επί της ουσίας διαδικασία δεν είναι αναβλητική.

Συνάγεται από τα προηγούμενα ότι η Ελλάς δεν μπορεί να προβάλει κανένα δικαίωμα χρήσης των εμπορικών σημάτων και ότι, συνεπώς, επείγει για την GS1 να έχει στη διάθεσή της έναν εκτελεστό τίτλο που να της το απαγορεύει, από τη στιγμή που η ζημιά της είναι ολοένα και μεγαλύτερη, δεδομένου ότι πρόκειται για παράβαση των πνευματικών δικαιωμάτων της.

Δικαίως, λοιπόν, ο πρώτος δικαστής έκανε δεκτή την ανταγωγή.

III. ΔΙΑΤΑΚΤΙΚΟ

Για τους λόγους αυτούς, το Δικαστήριο,

1. Κηρύσσει αβάσιμη την έφεση και απορρίπτει την αίτηση της Ελλάς.

Καταδικάζει την Ελλάς στα δικαστικά έξοδα της έφεσης, στα έξοδα υποβολής της αίτησης έφεσης και την καταδικάζει να πληρώσει στην GS1 μια διαδικαστική αποζημίωση 10.000 €.

Η παρούσα απόφαση εκδόθηκε κατά τη διάρκεια δημόσιας συνεδρίασης από το 9^ο Τμήμα του Εφετείου Βρυξελλών, συγκείμενο από τον κ. Henry Mackelbert, εφέτη, ασκούντα την προεδρία του τμήματος, την κα Marie-Françoise Carlier, εφέτη και τον κ. Yves Demanche, εφέτη, οι οποίοι παρευρέθηκαν σε όλες τις συνεδριάσεις και έλαβαν μέρος στη διάσκεψη σχετικά με την υπόθεση.

Απαγγέληκε από τον κ. Henry Mackelbert, εφέτη, ασκούντα την προεδρία του τμήματος, συνεπικουρούμενο από την κα Patricia Delguste, γραμματέα, στις 03-09-2009.

03-09-2009

(υπογραφές)
Patricia DELGUSTE

Yves DEMANCHE

(υπογραφές)
Marie-Françoise CARLIER

Henry MACKELBERT

15° ΚΑΙ ΤΕΛΕΥΤΑΙΟ ΦΥΛΛΟ (μονογραφή)

Διατάσσω όλους τους δικαστικούς κλητήρες να εκτελέσουν, εάν τους ζητηθεί, την παρούσα δικαστική απόφαση. Τον Γενικό Εισαγγελέα και όλους τους εισαγγελείς των πρωτοδικείων να την εκτελέσουν και όλους τους προϊστάμενους και υπαλλήλους των δημοσίων υπηρεσιών να βοηθήσουν στην εκτέλεσή της, εάν αυτό προβλέπεται από το νόμο.

Σε περίπτωση των ανωτέρω, η παρούσα δικαστική απόφαση υπογράφεται και φέρει τη σφραγίδα του δικαστηρίου.

Ακριβές αντίγραφο που χορηγήθηκε στην GS1.

(Εγκρίθηκε η διαγραφή 0 γραμμής και 0 λέξεων).

Βρυξέλλες, στις 18-12-2009

Ο Προϊστάμενος Γραμματέας
(υπογραφή - σφραγίδα του
Εφετείου Βρυξελλών)
I VANDERPOORTEN

ΕΦΕΤΕΙΟ ΒΡΥΞΕΛΛΩΝ

Γραμματεία του Πολιτικού Τμήματος

Ημερομηνία: 18-12-2009

Τόμος: JBC, αρ. 5536

13 σελίδες x 2,85€

Καταβληθέντα τέλη: 37,05 €

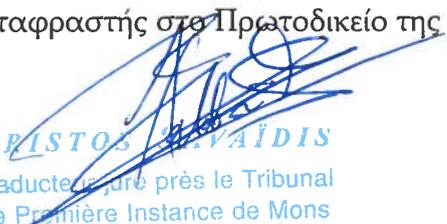
Ο Προϊστάμενος Γραμματέας

(υπογραφή)

I VANDERPOORTEN

Ότι πιστή και ακριβής μετάφραση εκ του γαλλικού συνημμένου κειμένου.

Ο Ορκωτός Μεταφραστής στο Πρωτοδικείο της Μονς.


KRISTOS ANAVIDIS

Traducteur juré près le Tribunal
de Première Instance de Mons

